

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/TBT/W/22**

15 mars 1996

(96-0932)

**Comité des obstacles techniques au commerce**

Original: anglais

## DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE (ONU)

La Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU) a fait parvenir au Directeur général la communication ci-après par laquelle elle demande à bénéficier du statut d'observateur au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC.

Dans le cadre des efforts entrepris par la CEE pour améliorer la coordination entre elle-même et les autres organisations intergouvernementales, la Division du commerce de la CEE a tenu au cours des six derniers mois une série de réunions avec des fonctionnaires de l'OMC sur des thèmes d'intérêt commun. A la suite de ces réunions, nous avons déjà demandé, et obtenu, le statut d'observateur au Comité du commerce et du développement.

Nous aimerions à présent formuler une nouvelle demande en vue d'obtenir le statut d'observateur au Comité des obstacles techniques au commerce.

Les normes sont un aspect important des obstacles techniques au commerce. Les travaux de la CEE concernant la politique et les conventions internationales relatives aux normes dans des domaines comme celui du transport prouvent que l'organisation est très active en la matière. Ils ont une utilité et des conséquences au niveau mondial, et ce pour les raisons suivantes:

- d'autres régions prennent des mesures similaires; on peut citer en exemple la Convention TIR dont l'objet est de faciliter le transit routier des marchandises et qui a été adoptée par de nombreux pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine;
- les normes de la CEE sont appliquées par des pays et des groupes industriels hors de la région, comme la norme EDIFACT de l'ONU (échange électronique de données de l'ONU pour l'administration, le commerce et le transport) qui est utilisée dans presque tous les pays du monde; et
- la région de la CEE représente environ 65 pour cent du commerce international;
- les normes et les conventions de la CEE doivent, dans bien des cas, être respectées par ceux qui souhaitent exporter vers la région; c'est le cas par exemple des normes applicables aux denrées périssables et aux véhicules automobiles.

C'est pourquoi nous jugeons important d'assurer et d'améliorer la circulation de l'information entre l'OMC et la CEE dans ce domaine, et obtenir le statut d'observateur au Comité des obstacles

./.

techniques au commerce serait à notre avis un pas décisif dans cette voie. La CEE serait disposée à présenter brièvement ses travaux pertinents au Comité des obstacles techniques au commerce, si demande lui en était faite.

Les Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de l'ONU ont décidé que ces dernières devaient se spécialiser en fonction de leurs connaissances et de la région qu'elles représentaient. En raison de sa compétence reconnue au sein de l'ONU dans le domaine des règles et des normes, et parce qu'elle est située à Genève, la CEE représenterait donc les cinq commissions économiques régionales de l'ONU aux réunions du Comité des obstacles techniques au commerce.

La CEE et ses Etats membres jugent particulièrement important de travailler en étroite collaboration avec l'OMC, notamment en tant que commission économique régionale de l'ONU pour une grande majorité de pays en transition. Nous croyons que cette coopération serait avantageuse pour nos deux organisations et nous espérons à la fois approfondir et élargir notre collaboration.

---

Le Président propose que cette demande de statut d'observateur soit examinée à la prochaine réunion du Comité.